



**Mémoire pour les consultations prébudgétaires – en
prévision du budget de 2020**

**Par : Associated Equipment
Distributors**

Le 2 août 2019

Recommandations

Recommandation 1

L'AED recommande que le gouvernement fédéral crée un système qui assure la continuité d'une année à l'autre de l'investissement dans les infrastructures.

Recommandation 2

L'AED recommande que le gouvernement fédéral continue de mettre l'accent sur les campagnes d'apprentissage et de sensibilisation du public afin d'encourager les Canadiens à poursuivre des carrières en métiers spécialisés, tels que des mécaniciens d'entretien de moteurs diesel.

Recommandation 3

L'AED recommande que le gouvernement fédéral élabore une étude sur l'incidence économique de l'introduction d'un amortissement de 100 % pour les achats d'équipement neuf et usagé, afin d'assurer la capacité concurrentielle des entreprises canadiennes après l'entrée en vigueur aux États-Unis de la Tax Cuts and Jobs Act (Loi sur les réductions d'impôt et les emplois).

Introduction

L'Associated Equipment Distributors (AED) est une association de commerce international qui représente les entreprises qui vendent, louent, entretiennent et fabriquent de l'équipement de construction, d'exploitation minière, agricole, d'énergie, forestier et industriel et des fournitures connexes. Les membres canadiens de l'AED génèrent plus de 8,7 milliards de dollars en ventes et en entretiens annuels et emploient plus de 27 000 travailleurs dans 400 emplacements à travers le pays.

L'industrie de l'équipement canadienne continue de croître et de créer des emplois au Canada. Cependant, il y a de nombreux défis auxquels font face les membres de l'AED, notamment :

- Alors que les dépenses en infrastructure sans précédent du gouvernement fédéral appuient des centaines de projets partout au pays, l'incohérence dans l'acheminement du financement des projets a causé de l'incertitude dans l'industrie de la construction et cela entrave la croissance;
- Le Canada continue de faire face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui est censée s'aggraver d'une année à l'autre, entravant la capacité des membres de l'AED à embaucher des techniciens d'entretien pour répondre aux demandes des clients en matière de réparation et d'entretien;
- La loi Tax Cuts and Jobs Act des États-Unis a permis d'obtenir un amortissement de 100 % des achats de l'équipement neuf et usagé, ce qui a stimulé la croissance et la création d'emplois dans l'industrie des équipements de construction aux États-Unis et a favorisé l'amélioration des machines en les rendant plus efficaces et plus écologiques. Par conséquent, les entreprises canadiennes doivent faire face à un désavantage concurrentiel.

Uniformité des dépenses d'infrastructure

Investir dans l'infrastructure du Canada améliore la qualité, l'accessibilité et la viabilité des services que les Canadiens utilisent chaque jour, tout en contribuant considérablement à la prospérité économique, à la création d'emplois et à la capacité concurrentielle du Canada sur le plan international. Par conséquent, l'AED appuie sans réserve le Plan investir dans le Canada (PIC) du gouvernement fédéral, qui vise à investir 180 milliards de dollars pour financer des projets d'infrastructure partout au Canada. Cependant, la prévisibilité du financement et l'efficacité de l'obtention de fonds du gouvernement fédéral pour les projets demeurent préoccupantes. D'ailleurs, un rapport élaboré par un directeur parlementaire du budget (DPB) a révélé que du budget total de 14,4 milliards de dollars alloués à la phase 1 du PIC, les organisations fédérales ont trouvé des projets approuvés d'une valeur de 7,2 milliards de dollars qui ont été lancés soit en 2016-2017, ou soit en 2017-2018. Ainsi, 7,2 milliards de dollars de financement de la phase 1 n'ont pas encore été attribués aux projets¹.

La continuité des financements d'une année à l'autre garantira la planification des projets à long terme et offrira des certitudes, ce qui permettra aux entrepreneurs en construction et aux autres clients

¹ Rapport d'étape sur la phase 1 du nouveau plan en matière d'infrastructure : https://pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2018/Infrastructure%20update/Status%20Report%20on%20Phase%20of%20the%20New%20Infrastructure%20Plan_FR.pdf.

d'évaluer avec précision les charges de travail futures afin d'investir dans de nouveaux équipements. Sans avoir la certitude du financement de l'infrastructure, les entrepreneurs hésitent à investir dans de nouvelles machines, réduisant ainsi les retombées économiques et le potentiel de création d'emplois dans le cadre de ces projets décisifs.

Recommandation 1 : L'AED recommande que le gouvernement fédéral crée un système qui assure la continuité d'une année à l'autre de l'investissement dans l'infrastructure et offre une certitude à long terme dans le secteur de la construction.

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Une récente évaluation effectuée par BuildForce Canada a révélé que l'industrie de la construction canadienne aura 300 000 emplois vacants au cours de la prochaine décennie². La recherche prévoit que 261 000 travailleurs actuels prendront leur retraite pendant cette période et que l'augmentation des demandes de main-d'œuvre représentera 44 100 nouveaux postes. Le taux de départ à la retraite et les demandes accrues par rapport au recrutement prévu se traduisent par une pénurie de plus de 80 000 travailleurs dans le secteur de la construction.

La pénurie de main-d'œuvre alourdit la capacité des membres de l'AED d'offrir des services aux clients, nuit à la croissance et retarde l'achèvement des projets d'infrastructure. Alors que le gouvernement fédéral a effectué des investissements ciblés dans les apprentissages, il faut faire davantage d'efforts pour encourager tous les Canadiens à envisager des carrières dans les métiers spécialisés.

Recommandation 2 : L'AED recommande que le gouvernement fédéral continue de mettre l'accent sur les campagnes d'apprentissage et de sensibilisation du public, afin d'encourager les Canadiens à poursuivre des carrières en métiers spécialisés, incluant des techniciens d'atelier de distributeur.

Croissance par la politique fiscale

Un rapport du directeur parlementaire du budget récemment publié a examiné l'incidence budgétaire de la passation en charges de biens amortissables de 100 %, achetés par une société, semblable à ce qui s'est passé après l'entrée en vigueur de la loi Tax Cuts and Jobs Act aux États-Unis³. Les biens amortissables sont des actifs qui s'usent ou deviennent obsolètes au fil du temps. En 2015, les sociétés au Canada ont investi plus de 200 milliards de dollars dans de nouvelles acquisitions de biens amortissables. L'un des plus importants composants de biens amortissables est le matériel et outillage. Le rapport du directeur parlementaire du budget a révélé que le coût net du gouvernement sur cinq ans à partir d'une déduction supplémentaire d'amortissement de 100 % est de 36,7 milliards de dollars.

² Canada : Les marchés du travail de la construction au Canada seront stables pendant la prochaine décennie, même si les prévisions varieront d'une province à l'autre : <https://www.buildforce.ca/fr/nouvelles-et-medias/communique-de-presse/canada-les-marches-du-travail-de-la-construction-au-canada>.

³ Estimation du coût de la passation en charges intégrale de biens amortissables : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2019/Full_Expensing_for_Depreciable_Property/Cost_Estimate_of_Full_Expensing_for_Depreciable_Property_FR.pdf.

Malheureusement, le rapport n'examine pas les bénéfices d'un amortissement de 100 %. Alors qu'il est trop tôt pour quantifier l'incidence économique de la déduction supplémentaire d'amortissement de 100 % aux États-Unis, l'expérience montre que les détaillants et les fabricants d'équipement ont attribué une croissance économique favorable dans le secteur, en partie grâce à l'augmentation des mesures incitatives en matière d'investissement en capital stipulée dans la loi Tax Cuts and Jobs Act. De plus, la déduction supplémentaire d'amortissement de 100 % encourage les entrepreneurs à remplacer les anciennes machines par un équipement plus récent et plus respectueux de l'environnement.

Recommandation 3 : L'AED recommande que le gouvernement fédéral étudie l'incidence économique positive de la passation en charges intégrale d'achats d'équipement neuf et usagé, semblables à la politique adoptée dans la loi Tax Cuts and Jobs Act.